DOCUMENT 2 : LES MISSIONS DES ARMÉES

Le cadre de référence du modèle d'armée

Les cadres d'engagement des forces retenus pour la définition des capacités du modèle 2015 ont été confirmés par l'expérience et confortés par les progrès de la construction européenne dans le domaine de la défense. Les forces armées doivent être en mesure d'exercer en toutes circonstances la dissuasion, de participer de façon permanente à la protection et à la sécurité du territoire national et de ses approches, de mettre en œuvre nos accords de défense, et de contribuer à des opérations de maintien de la paix ou de rétablissement de la paix sur mandat des Nations Unies dans le cadre de l'Union européenne, de l'Alliance atlantique ou d'une coalition.

Les grandes fonctions opérationnelles

- La dissuasion est au cœur des moyens garantissant à la France l'autonomie stratégique dont découle sa politique de défense. Elle constitue la garantie fondamentale contre toute menace sur nos intérêts vitaux qui pourrait provenir de puissances militaires majeures, animées d'intentions hostiles et prêtes à recourir à tous les moyens nécessaires pour les concrétiser. Elle permet de faire face aux menaces que pourraient faire peser sur nos intérêts vitaux des puissances dotés d'armes de destruction massive du fait de la prolifération balistique et du développement de nouvelles armes nucléaires, biologiques ou chimiques. Elle reste caractérisée, dans notre stratégie, par un concept de non emploi. Elle implique de disposer de moyens diversifiés permettant d'assurer sa crédibilité face aux évolutions des menaces, quelles que soient leur localisation et leur nature. Elle repose sur des missiles balistiques emportés par des sous-marins nucléaires et des missiles aérobies emportés par des avions. Le développement des moyens de simulation préservera l'adaptation des forces nucléaires à l'évolution technologique et donc la crédibilité et la pérennité de la dissuasion.
- La prévention repose sur une capacité d'anticipation et d'appréciation de situation et contribue, à ce titre, au développement de l'autonomie stratégique. Elle nécessite, en particulier, la poursuite d'un effort appuyé en matière d'observation spatiale et de renseignement. Elle s'appuie également sur le maintien d'un dispositif interarmées de forces prépositionnées, de façon permanente ou temporaire.
Plus généralement, le développement des relations de défense et de sécurité avec nos partenaires étrangers, qu'il s'agisse de dialogue stratégique, d'échange d'informations, d'assistance ou de coopération militaire, participe également de la prévention.
- La projection et l'action sont à la base de la conception du modèle d'armée. La capacité à projeter des forces, aussi bien en Europe qu'à l'extérieur du continent européen, et notre aptitude à engager rapidement et à soutenir dans la durée des groupements de forces interarmées capables d'imposer rapidement une supériorité sur un théâtre en sont les clés. En termes de capacités, la loi de programmation militaire permet de progresser vers la réalisation des objectifs de projection retenus pour le modèle 2015, c'est-à-dire permettre aux forces armées de déployer à plusieurs milliers de kilomètres, avec leur support et leur logistique associés, sous commandement interarmées, les forces suivantes :

Pour l'armée de Terre, selon deux cas de figure :

- soit jusqu'à 20 000 hommes – dont 12 000 hommes peuvent être engagés dans le cadre d'une opération européenne – renouvelables sans limitation de durée, engagés sur un ou plusieurs théâtres. Ce niveau d'engagement peut être porté jusqu'à 26 000 pour une période limitée à une année, pour tenir compte d'un taux d'activité moyen des unités n'excédant pas 4 mois de déploiement annuels.
- soit plus de 50 000 hommes, sans relève, pour prendre part à un engagement majeur dans le cadre de l'Alliance atlantique.

Ces objectifs de projection, comparables à ceux affichés dans la loi de programmation militaire précédente, résultent de l'analyse des engagements antérieurs, en terme de simultanéité et de durée.

Pour la marine, une force navale comprenant un groupe aéronaval et son accompagnement, un groupe amphibie capable de projeter un groupement mécanisé de 1500 hommes, ainsi que des sous marins nucléaires d'attaque. Cette capacité de déploiement permet de tenir, sans exclusive, nos engagements dans une opération européenne.

Pour l'armée de l'air, une force aérienne de combat constituée d'une centaine d'avions de combat (dont soixante

quinze peuvent être engagés dans une opération européenne) et les ravitailleurs associés, un groupe de transport capable de projeter 1500 hommes à 5000 kilomètres en trois jours, ainsi que les moyens de commandement, de détection et de contrôle aérien et les bases aériennes nécessaires.

Pour la gendarmerie, pour faire suite aux décisions des Conseils européens d'Helsinki, Feira et Nice en matière de développement de capacités de police, un contingent d'un volume de 600 gendarmes peut être engagé à l'extérieur des frontières dans des opérations de soutien et de rétablissement de la paix, ainsi que les éléments spécialisés et d'accompagnement des forces.

- La protection du territoire national est assurée en toutes circonstances.

La sûreté et la défense aériennes du territoire sont assurées par le dispositif permanent de détection et de contrôle aérien et l'aviation de combat, tandis que la sûreté des approches maritimes est effectuée par des bâtiments et aéronefs de la marine.

En l'absence de menace militaire directe contre le territoire national, la mission de sécurité intérieure relève, s'agissant des forces armées, de la gendarmerie.

Toutes les formations et leurs moyens militaires peuvent être requis d'apporter leur concours dans le cadre des missions de service public permanentes ou de protection et sauvegarde des populations civiles, par exemple à l'occasion de circonstances telles que les catastrophes naturelles ou technologiques.

A cette fin, les moyens de la coopération entre capacités civiles et militaires sont renforcés en s'appuyant notamment sur la mise en place des nouveaux états-majors des zones de défense.

(Source : [projet de loi de programmation militaire 2003-2008](#), ministère de la défense, juillet 2001).

QUESTIONS SUR LE DOCUMENT 2 :

Ce document résume les objectifs fixés à la défense militaire, et en définit les moyens.

- 1) Quelles sont les (quatre) missions confiées aux forces armées ?
- 2) Que faut-il entendre par « dissuasion » ? Quelle en est l'origine ? Quelles sont les deux grandes menaces qui la justifient aujourd'hui ? Que signifie « concept de non emploi » ? Pourquoi la « crédibilité » est-elle si importante ? Sur quels moyens militaires repose-t-elle ? D'autres pays ont-ils des armes nucléaires ? Si oui, quelle est leur stratégie ? Est-elle identique à celle de la France ?
- 3) Quels moyens la France utilise-t-elle pour assurer la prévention ? Quels moyens assurent « l'autonomie stratégique » ? Pourquoi est-ce important ? Avec quels pays la France entretient-elle des relations militaires ? De quelle nature sont-elles ?
- 4) Pour faire face à quels besoins « le modèle d'armée » est-il conçu ? Comment a-t-il été défini ? Quels sont les moyens mis en œuvre par les armées ? Quel était le précédent modèle ? Pour faire face à quelles menaces ?
- 5) Comment les armées assurent-elles la protection du territoire ? Recherchez des exemples dans l'actualité ?